



Photo: François TEFNIN

La presse en a parlé. Nous y revenons. À partir d'une information ou d'un évènement récent, entrées libres interroge une personnalité, du monde scolaire ou non. L'occasion, pour elle, de nous proposer un éclairage différent, un commentaire personnel, voire d'interroger la question ainsi posée. Et vous, qu'en pensez-vous?



19/01/2009

L'ÉCOLE BRUXELLOISE À LA TRAINÉ...

L'enseignement bruxellois n'est pas à la fête. C'est le constat que formulent deux professeurs de la VUB, dans une note de synthèse publiée sur le site www.brusselsstudies.be, la revue scientifique électronique pour les recherches sur Bruxelles. D'une part, pour les auteurs de la note, "l'enseignement bruxellois n'existe pas", les différents systèmes communautaires cohabitant sans "lien structurel" ni "forme de collaboration systématique". D'autre part, l'enseignement francophone se situe à la traîne en matière de financement. Les résultats des élèves ne sont pas non plus réjouissants. La proportion de ceux qui quittent l'école sans diplôme de l'enseignement secondaire supérieur est beaucoup plus élevée à Bruxelles (28% des 20-24 ans) que dans le reste du pays (17%). Les deux professeurs stigmatisent aussi la ghettoïsation de l'enseignement, sa "ségrégation spatiale et financière, voire ethnique". Leur solution: la méthode *Émile*, l'enseignement multilingue au sens européen, qui consiste à enseigner une partie du curriculum en français ou en néerlandais.

Et vous, qu'en dites-vous?

■ **Guy SELDESLAGH**, directeur du Service recherche et développement pédagogique (SeRDeP) du SeGEC:

"La note de synthèse a été publiée dans le cadre d'une série de conférences-débats organisées par les États-Généraux de Bruxelles, une mobilisation de citoyens et d'organisations dont le but est de débattre des enjeux et des défis de Bruxelles-Capitale. Il s'agit pour eux d'aborder les problématiques particulières à Bruxelles – dont l'enseignement –, en amont des querelles politiques. À ce propos, les francophones ont surtout eu à cœur de s'exprimer sur la dualisation, les inégalités et les façons de lutter contre elles, tandis que les néerlandophones ont plutôt insisté sur l'enseignement des langues. Pour beaucoup d'entre eux, la solution serait un enseignement sur un modèle international, où l'on apprendrait deux, trois, voire quatre langues.

Certains estiment que les spécificités de Bruxelles et de son enseignement seraient mieux prises en compte s'il y avait un «enseignement bruxellois», regroupant les enseignements francophone, néerlandophone et européen. Cette solution semble politiquement et institutionnellement peu envisageable, et elle n'est fondamentalement pas souhaitable. Le débat se situe autour des notions de régionalisation ou territorialisation. La régionalisation suppose la mise en place de nouvelles institutions, mais quelle serait leur praticabilité? Quel en serait le financement? Pour

une grande majorité des Bruxellois, il serait absurde d'aller vers une régionalisation, qui poserait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Il y a, bien sûr, des problèmes spécifiques à Bruxelles. Ils sont peut-être plus massifs, mais est-il impensable de mener des politiques adaptées à ce niveau à l'intérieur de la Communauté française? La discrimination positive est en fait déjà une forme de territorialisation.

Autre point important abordé: le constat d'échec de la mise en œuvre d'une mixité sociale sous la contrainte. Le propos ne visait pas à considérer cette mixité comme non désirable, mais de constater dans les faits que les différentes tentatives mises en œuvre avaient rencontré des résistances et des obstacles qui ont rendu l'objectif inatteignable par la contrainte de la loi. La solution pourrait être de mener des politiques de financement différencié significatif. C'est un peu ce que dit le SeGEC... Les décrets ARENA et DUPONT ont entraîné des problèmes innombrables, et on est loin de vérifier que l'objectif visé sera atteint. Alors que si les écoles moins recherchées devenaient plus performantes, la mixité s'introduirait plus naturellement. Cela ne veut pas dire qu'il faut attendre l'éternité. Mais, comme le font remarquer nos établissements secondaires en D+ (dans leur récent livre blanc), il est illusoire de penser que les écoles deviendront également désirables à coups de décrets. Ils plaident donc pour qu'on leur en donne rapidement les moyens".

■ **Rudy WATTIEZ, secrétaire général de CGé, Changements pour l'Égalité, mouvement socio-pédagogique:**

"Cette note de synthèse est intéressante en termes de constats. Elle montre bien les effets pervers de l'organisation de l'enseignement à Bruxelles, avec une surreprésentation des écoles ghettos, que ce soit de «bonne» ou «mauvaise» réputation, et le peu d'écoles qui se situent au milieu. Du coup, le marché scolaire et la sélection sont très présents.

En ce qui concerne les pistes proposées, je suis plutôt déçu par le manque d'ambition affiché. Développer de meilleures collaborations est, pour moi, un minimum à atteindre. CGé insiste sur tout ce qui touche à l'environnement de l'école, au réseau associatif, au partena-

menter encore! Les auteurs abordent aussi la question du recrutement des enseignants. Les écoles de Bruxelles font face à une pénurie. Par exemple, dans 30% des écoles D+, le personnel enseignant n'a pas de titre pédagogique. Pour nous, une piste pour attirer les enseignants serait de leur proposer des incitants (réduction du temps de travail, augmentation du salaire...).

Pour ce qui est de la mixité sociale, CGé est favorable au traitement collectif des préférences, afin de décharger les écoles des tracas administratifs. La situation des inscriptions à Bruxelles est critique, et il est impensable de revenir en arrière. Des gens étaient exclus de l'école, et c'est aussi le rôle de l'associatif de faire entendre leur voix. Le tout n'est pas d'entrer dans une

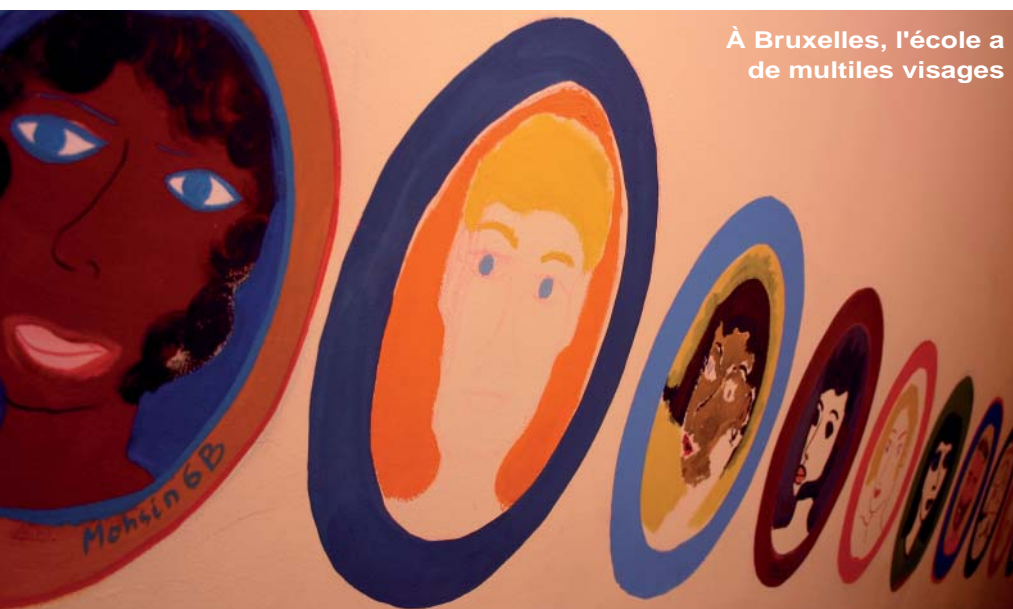
pays et cela ne peut que se refléter dans l'école, qui ne contribue pas à réduire les inégalités et a même trop souvent tendance à les renforcer. La note de synthèse ne jette pas la pierre au monde de l'enseignement. Si les résultats présentés sont globalement négatifs, le portrait à dresser de l'école à Bruxelles devrait être plus complet et nuancé. Cette synthèse ne dit rien – ce n'était pas son objectif – du travail effectué dans les classes et les écoles, de sa difficulté, ni non plus des multiples initiatives qui s'y déroulent chaque jour. Il existe des écoles qui font un travail d'excellence, mais certaines d'entre elles sont malheureusement très sélectives. Le problème central à Bruxelles est bien la dualisation sociale importante, mais aussi la dualisation scolaire, qui n'est que partiellement le reflet de la première. On sait, en effet, que les enfants qui grandissent dans les familles défavorisées se trouvent plus en difficulté à l'école et ont davantage de besoins. Or, et c'est là qu'on touche à la responsabilité du système scolaire, ces besoins ne sont pas toujours rencontrés, notamment parce qu'on concentre ces élèves dans certaines écoles. La charge n'est pas également répartie. Il y a des écoles d'élite, très performantes, qui écrèment leur population et il y a un pourcentage élevé d'enfants dans des écoles qui se voient obligées d'accueillir les élèves les plus en difficulté.

Une hypothèse qu'on peut formuler pour expliquer la situation particulièrement inquiétante de l'enseignement et la ségrégation scolaire à Bruxelles, c'est le fait que les effets de «marché scolaire» y sont exacerbés: on y propose, comme dans les grandes villes, une offre très importante, concentrée dans un mouchoir de poche. De plus, cette offre scolaire y est démultipliée: on trouve aussi de l'enseignement néerlandophone, européen, international, privé... Cela aggrave probablement plus qu'ailleurs les stratégies parentales d'évitement de certaines écoles et les concurrences entre établissements pour essayer d'accueillir les élèves les plus performants.

La note est loin de constituer un travail abouti, mais elle a pour objectif d'alimenter le débat et d'interpeller tous les acteurs de l'enseignement, dont les politiques". ■

BRIGITTE GERARD

1. www.ccfée.be



À Bruxelles, l'école a de multiples visages

riat avec les familles... Ce qui se passe en Flandre n'est pas inintéressant. Un décret sur l'égalité des chances y est mis en œuvre et organise des plateformes de concertation locale. Il s'agit de travailler avec l'environnement local de l'école. Et j'ai l'impression que, de ce fait, on agit sur l'efficacité et l'égalité. Pour nous, la question des langues n'est pas essentielle. Est-ce que les bons résultats obtenus avec la méthode Émile, dont ils font état dans le document, sont corrélés avec l'indice socioéconomique des écoles? À Bruxelles, une grande proportion des élèves parlent déjà une autre langue à la maison. En apprendre une troisième à l'école devient compliqué... et les inégalités ne peuvent qu'aug-

menter encore! Les auteurs abordent aussi la question du recrutement des enseignants. Les écoles de Bruxelles font face à une pénurie. Par exemple, dans 30% des écoles D+, le personnel enseignant n'a pas de titre pédagogique. Pour nous, une piste pour attirer les enseignants serait de leur proposer des incitants (réduction du temps de travail, augmentation du salaire...).

■ **Donat CARLIER, secrétaire en charge de la coordination de la Commission consultative formation emploi enseignement (CCFEE)¹ en Région de Bruxelles-Capitale:**

"Tout d'abord, j'insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas ici d'une étude, mais d'une synthèse de différentes études partielles et de données. Bien sûr, les chiffres sont inquiétants et parfois choquants... Mais je n'ai pas été surpris des résultats. Bruxelles connaît la situation sociale la plus difficile du